

L'ENVIRONNEMENT, MOTEUR DE LA CROISSANCE ?

Rémy Prud'homme¹

Avril 2008

Les politiques de lutte contre la dégradation de l'environnement, et en particulier contre le réchauffement climatique, sont souvent présentées comme un moteur du développement économique. Non seulement elles sont bonnes en soi (ce qui n'est pas discutable), mais elles seraient bonnes pour l'économie, créant emplois, activités, revenus, exportations - ce que l'on appelle parfois le « double dividende ». Hélas, c'est là prendre ses désirs pour des réalités. En fait, ces politiques sont au mieux neutres pour l'emploi et la croissance, et à coup sûr négatives pour le pouvoir d'achat.

Elles prennent deux formes principales : des dépenses publiques (par exemple une augmentation des subventions aux chemins de fer) et des dépenses contraintes imposées aux entreprises et aux ménages (par exemple l'obligation de dépenser 20 000 € par résidence pour mieux isoler les maisons).

Il est naïf de croire que ces deux types de dépense « créent » des emplois et de l'activité - comme on le lit ou comme on l'entend dire tous les jours. Si la dépense publique créait de l'emploi, la France, qui est champion du monde en la matière (derrière la Corée du Nord et quelques Etats-puits-de-pétrole), aurait le taux de chômage le plus bas du globe. En réalité, la dépense publique, comme la dépense obligatoire, déplacent emplois et activités dans un jeu à somme nulle.

Elles créent certes des emplois dans les secteurs qu'elles financent, et des emplois bien visibles. Mais ces dépenses sont financées par une ponction qui détruit d'autres emplois. Si l'impôt restait dans la poche des entreprises et des ménages, il serait dépensé, et cette dépense créerait aussi des activités et des emplois, moins visibles mais pas moins réels. La résultante est en première approximation proche de zéro. Un milliard d'impôts en plus supprime environ 20 000 emplois. La dépense publique correspondante va créer 10 000 ou 20 000 ou 30 000 emplois, mais il n'est pas sérieux de mettre en avant les seuls emplois ajoutés sans prendre en

¹ Professeur émérite, Université Paris XII (prudhomme@univ-paris12.fr)

considération les emplois soustraits. Il en va de même des dépenses contraintes. Les milliards que les ménages vont être obligés de dépenser dans l'isolation de leurs logements sont autant de milliards qu'ils ne dépenseront pas en consommation de légumes, de meubles ou de tourisme : des emplois en plus dans l'industrie de l'isolation, des emplois en moins dans la production de légumes, de meubles ou de tourisme.

On dit souvent aussi, dans une perspective plus dynamique, que le secteur de l'environnement va jouer le rôle de moteur de la croissance qu'ont joué en leur temps la machine à vapeur, les chemins de fer, l'électricité, l'automobile, l'avion, les médicaments ou l'informatique. Il n'en est rien. Ces secteurs ont joué un rôle moteur parce qu'ils reposaient sur des innovations technologiques qui augmentaient la productivité. Ils permettaient de faire plus et mieux avec les mêmes ressources en travail et en capital. Ils se sont d'ailleurs pour l'essentiel développé spontanément, sans subventions ou obligations massives. Le secteur de l'environnement n'est pas un multiplicateur de productivité.

Il peut même être un réducteur de productivité. Les environnementalistes ont trois haines, trois bêtes noires : l'automobile, le nucléaire, et les OGM. Ils s'efforcent, souvent avec succès comme on le voit aujourd'hui en France, de bloquer ou de limiter ces innovations technologiques porteuses de gains de productivité. Que certaines grosses entreprises, bénéficient des dépenses environnementales, et voient croître rapidement leur activité, leur production et leurs profits ne doit pas faire illusion. Si les changements d'activité se font de secteurs à forte productivité vers des secteurs à plus faible productivité (de l'automobile vers le chemin de fer, du nucléaire vers l'éolien, du maïs OGM vers le maïs à engrais et pesticides) ils sont, pour la croissance, des freins pas des moteurs.

En matière de pouvoir d'achat, l'impact des politiques de dépenses et de contraintes environnementales est certainement négatif. Cela est évident pour les dépenses obligatoires. L'argent des ménages qui ira dans l'isolation forcée des logements réduira, on l'a dit, leurs dépenses de légumes ou de meubles. En échange, il y aura réduction du CO2 rejeté. Malheureusement, à la différence des légumes ou des meubles, les réductions de CO2 ne figurent pas dans le panier de la ménagère. Il en va de même pour l'énergie éolienne. Elle se substitue principalement à de l'énergie nucléaire qui coûte 2 centimes le KWh (bien moins pour les centrales

existantes), et c'est uniquement parce que la loi fait obligation à EDF d'acheter l'électricité éolienne à 8 centimes le kWh qu'elle se développe (fort bien du reste, merci pour ceux qui la fabriquent). Mais EDF n'est pas un philanthrope et la différence de coût est évidemment répercutée dans ses tarifs. Plus d'éolien, c'est donc pour la même consommation d'électricité une facture plus lourde, et autant de perdu pour le pouvoir d'achat. De la même façon, le transport routier subventionne largement les budgets publics, alors que le transport ferroviaire est largement subventionné par ces budgets. Le glissement organisé du premier vers le second (quelles que soient ses justifications) affecte donc doublement les finances publiques et nécessite une augmentation des impôts qui affecte forcément le pouvoir d'achat.

Circonstance aggravante, ces réductions de pouvoir d'achat sont généralement régressives. Elles affectent davantage (en % du revenu) les pauvres que les riches. C'est certainement le cas des trois exemples ci-dessus.

Constater ces évidences n'est évidemment pas condamner la dépense environnementale ni la dépense publique ou la dépense contrainte en général, ce qui serait stupide. On a le droit de penser que la nouvelle structure de consommation et de production qu'elles engendrent est bien préférable à l'ancienne. Il n'y a pas que l'emploi, la croissance et le pouvoir d'achat dans la vie. On peut estimer que les bénéfices environnementaux des politiques de l'environnement valent bien les coûts économiques qu'elles causent. Il s'agit d'ailleurs davantage d'une affaire de plus ou de moins que de oui ou de non, et ce choix est fondamentalement politique. Encore faut-il qu'il soit éclairé convenablement, et non pas obscurci par les illusions dominantes.

(6 500 caractères, espaces compris)